

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 27 janvier 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**53 2015.RRGR.394 Motion 125-2015 Vogt (Oberdiessbach, PLR)
Suppression de la procédure de mise sous scellés**

N° de l'intervention: 125-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 08.04.2015
Déposée par: Vogt (Oberdiessbach, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 3
N° d'ACE: 1417/2015 du 25 novembre 2015
Direction: JCE

Suppression de la procédure de mise sous scellés

Le Conseil-exécutif est chargé d'abroger les dispositions régissant la mise sous scellés en cas de décès et de simplifier ainsi les dispositions concernant l'établissement d'inventaires.

Développement :

En application de l'ordonnance sur l'établissement d'inventaires (RSB 214.431.1), les autorités communales doivent aujourd'hui ordonner la mise sous scellés et l'établissement d'un inventaire sommaire. Les objets de l'inventaire sont énumérés à l'article 14 de l'ordonnance.

Cette mise sous scellés est une histoire d'un autre âge, un grand déploiement de bureaucratie et même dans les cas vraiment pertinents, il y a des doublons. La préfecture pourrait décider très simplement, en se référant à la dernière taxation et en posant simplement la question à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, s'il faut que l'inventaire soit de nature fiscale ou successorale. Il est inutile que les autorités communales établissent un inventaire sommaire si le notaire doit à son tour établir ensuite un inventaire complet.

La mise sous scellés a pour seule utilité aujourd'hui de permettre le choix entre les différentes procédures. La procédure de rappel d'impôts est assurée également du fait de l'établissement de l'inventaire complet et le canton ne risque pas de perdre de revenu. Les tâches destinées à garantir la sûreté peuvent être déléguées au notaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Le but de la procédure d'apposition des scellés est d'assurer la dévolution de l'hérédité et l'établissement de l'inventaire, ce qui sert directement les intérêts des héritiers. Ce faisant, les autorités fiscales peuvent également déterminer, en se basant sur l'état de la fortune à la date du décès, si la personne décédée avait correctement déclaré tous les éléments imposables de son vivant et décider, au besoin, d'ouvrir une procédure de rappel d'impôt.

Le droit civil fédéral définit l'apposition des scellés comme une mesure permettant d'assurer la dévolution de l'hérédité et la prescrit dans les cas prévus par les cantons (art. 551 et 552 du Code civil suisse [CCS ; RS 210]). Le canton de Berne règle l'apposition des scellés à l'article 58 de la loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse (LiCCS ; RSB 211.1). Selon cet article, l'autorité compétente peut apposer des scellés officiels si la fortune doit être protégée contre une modification contraire au droit ou contre une dissimulation ou si un héritier présumé ou une héritière présumée demande la mise sous scellés. En outre, les dispositions fiscales fédérales (art. 156 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct [LIFD ; RS 642.11]) et cantonales (art. 211, al. 2 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts [LI ; RSB 661.11]) prescrivent la mise sous scellés (notamment apposition du sceau officiel et garde des biens de valeur) pour assurer la succession en cas de décès lorsque des circonstances particulières l'exigent. La procédure d'apposition des

scellés permet de déterminer si l'on est en présence de telles circonstances et, partant, si une mise sous scellés est requise.

La procédure d'apposition des scellés relève de la compétence des communes. Au cours de cette procédure, les avoirs de la personne décédée et des personnes dont le revenu et la fortune figuraient jusqu'alors sur la même déclaration d'impôt sont consignés dans un procès-verbal. Lors de tout décès, l'organe responsable des scellés dresse le procès-verbal de scellés dans un intervalle de sept jours. En se fondant sur l'inventaire des biens du procès-verbal, sur un entretien avec les proches présents et sur les circonstances globales, l'organe responsable des scellés peut décider si une mise sous scellés est nécessaire pour assurer la dévolution de l'hérédité et l'établissement de l'inventaire.

Même lorsqu'aucun risque imminent pour la dévolution de l'hérédité et l'établissement de l'inventaire n'existe dans le cadre d'une procédure d'apposition des scellés et qu'il est donc possible de renoncer à la mise sous scellés, l'inventaire figurant dans le procès-verbal de scellés offre des garanties non négligeables. L'organe responsable des scellés ne se contente pas de répertorier les objets de valeurs, il invite aussi les personnes présentes à lui remettre le testament de la personne décédée et à lui transmettre les indications nécessaires à la prise de décision s'agissant du type d'inventaire qu'il convient d'ordonner.

Le procès-verbal de scellés qui est dressé immédiatement après le décès permet d'éviter que des objets de valeur ou des testaments disparaissent subrepticement. Une telle mesure est donc prise aussi bien dans l'intérêt des héritiers que des autorités fiscales. Par ailleurs, ce procès-verbal sert de base décisionnelle pour l'établissement d'un inventaire et, le cas échéant, pour le choix du type d'inventaire à ordonner.

La dernière taxation fiscale ne fournit pas suffisamment d'informations sur l'état exact de la fortune de la personne décédée au jour de sa mort. En effet, la situation est susceptible d'avoir évolué depuis la dernière taxation fiscale ou alors cette dernière a pu être établie sur la base d'une déclaration d'impôt inexacte. Cette taxation n'est donc pas suffisante pour servir de base à la décision ordonnant l'établissement d'un inventaire.

L'établissement d'un inventaire détaillé par le notaire est une procédure astreignante qui intervient généralement longtemps après la date du décès. Par conséquent, un tel inventaire ne peut pas remplir la même fonction de garantie pour les héritiers et les autorités fiscales que le procès-verbal de scellés dressé immédiatement après le décès et la mise sous scellés qui en résulte éventuellement.

En résumé, le droit supérieur (législation fiscale fédérale) prescrit une apposition des scellés après un décès lorsque certaines conditions sont réunies. C'est pourquoi on ne saurait renoncer dans le canton de Berne à la procédure d'apposition des scellés durant laquelle est décidée la mise sous scellés. Le procès-verbal de scellés établi dans le cadre de la procédure d'apposition des scellés ne joue pas qu'un important rôle de garantie pour les héritiers et les autorités fiscales, il contient aussi les indications qui sont nécessaires pour prendre la décision concernant l'établissement d'un inventaire ainsi que, le cas échéant, le choix du type d'inventaire. Ainsi, ni la procédure d'apposition des scellés, ni le procès-verbal de scellés ne sont inutiles, et, par conséquent, ne doivent être supprimés.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Damit kommen wir zum zweitletzten Geschäft dieser Session, zur Motion Vogt, «Unnötige Bürokratie: Das Siegelungsprotokoll ist ein alter Zopf und gehört abgeschafft». Die Regierung lehnt diese Motion ab. Wir haben eine freie Debatte. Herr Grossrat Vogt hat als Motionär das Wort.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). (*Le président agite sa cloche.*) Ich spreche hier sowohl als Motionär wie auch als Fraktionssprecher. 2009 wurde ein ähnlicher Vorstoss von Andrea Lüthi hier im Grossen Rat behandelt. Dieser wurde damals abgelehnt, und seither hat sich diesbezüglich auch nichts verändert. Die Vorschriften von Bund und Kanton sind noch dieselben. Wenn im Kanton Bern jemand stirbt, muss zuerst ein sogenanntes Siegelungsprotokoll ausgefüllt werden. Ein Mitglied des Gemeinderats oder eine Amtsperson müssen die Angehörigen aufsuchen und innerhalb von sieben Tagen die Vermögensverhältnisse aufnehmen. Das ganze Verfahren ist in der Verordnung über die Errichtung des Inventars im Detail beschrieben und braucht natürlich seine

Zeit, nämlich etwa zwei bis drei Stunden pro Todesfall. Beträgt das Rohvermögen mehr als 100 000 Franken, wird von Amts wegen ein Notar mit der Inventarisierung beauftragt. Der Notar macht folglich noch einmal dasselbe wie die Gemeinde vorher. Darum ist das heutige Siegelungsverfahren unnötig.

Der Kanton Bern macht es lieber doppelt gut und damit entsprechend kostspielig für die Angehörigen. In Oberdiessbach leben 1 500 Einwohner, und wir haben im Schnitt 30 Todesfälle pro Jahr. Im Kanton leben über eine Millionen Menschen. Wenn ich das aufrechne, gibt es etwa 8 500 Todesfälle pro Jahr. Folglich könnten bei 2,5 Stunden Aufwand pro Jahr auf Gemeindeebene über 20 000 Arbeitsstunden eingespart werden. In der Antwort der Regierung lese ich, dass nicht von einer unmittelbar drohenden Gefährdung des Erbgangs auszugehen sei. Folglich kann das Verfahren sehr wohl gestrafft werden, sodass man die Gemeinden entlastet. Auch der Verweis des Regierungsrats auf das Bundeszivilrecht ist so nicht relevant. Im Kanton Zürich verläuft das Verfahren auf dem Korrespondenzweg. Die Angehörigen erhalten dort von der kantonalen Steuerverwaltung ein Merkblatt mit Fragebogen zugeschickt. Die Angehörigen vermerken auf dem Inventarfragebogen die Personalien, güterrechtliche Angaben, legen das Testament bei und führen die gesetzlichen Erben auf. Der vierseitige Fragebogen ist einfach und zweckmässig. Er wird von der Gemeinde auf die Richtigkeit geprüft und an die kantonale Steuerverwaltung weitergeleitet. Auch der Kanton Zürich untersteht dem Bundeszivilrecht. Er hat das Inventarverfahren mit einem einzigen Fragebogen wesentlich gestrafft. Das muss auch im Kanton Bern möglich sein. Helfen Sie mit, bürokratischen Aufwand abzubauen, indem Sie meiner Motion zustimmen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionsvoten. Für die BDP-Fraktion hat Frau Grossrätin Luginbühl das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Alte Zöpfe abzuschaffen, macht sicher Sinn, aber eben nur, wenn es dann wirklich Sinn macht. In diesem Fall sind wir der Meinung, dass der heutige Ablauf nach dem Todesfall vorgegeben ist. Er kann zwar von jemand anderem vorgenommen werden, aber verzichten kann man nicht darauf. Wir haben auch nicht den Eindruck, dass er überflüssig ist, denn primär sieht dieses Vorgehen ja eine Sicherstellung des Erbgangs vor. Das ist das Hauptanliegen des ersten Schritts, nämlich des Siegelungsprotokolls. Von der Gemeinde wird rasch nach dem Tod das Protokoll aufgenommen, damit ein aktuelles Bild der Vermögenswerte der verstorbenen Person und des Vermögens der Person, die in der gleichen Steuererklärung deklariert wurde, festgehalten ist. Es sichert das Erbe selber und gibt zudem der Steuerbehörde einen aktuellen Stand der Vermögenswerte bekannt. Das soll bewirken, dass möglichst keine Vermögenswerte durch Unbefugte unbemerkt beiseite geschafft werden können und dem Staat Steuereinnahmen entgehen, die ihm zustehen.

Das Siegelungsprotokoll hält somit das aktuelle Vermögen des Verstorbenen fest und dient als Grundlage zur detaillierten Inventaraufnahme durch den Notar, die ein aufwändiges Verfahren ist und auch längere Zeit nach dem Todestag erfolgen kann. Der letzte Abschnitt in der Antwort des Regierungsrats hat uns zudem in unserer Haltung bestätigt. Da es sich bei diesem Geschäft um ein Thema innerhalb der Gesetzgebung des Bundes handelt und ein Gesetz eben die Siegelung der Vermögenswerte bei Todesfällen vorschreibt, sind wir der Meinung, dass wir hier auf der falschen Flughöhe diskutieren. Die beiden Schritte, Siegelungsprotokoll und Entscheid, ein Inventar anzuordnen, sind also in direkter Abhängigkeit und mittels übergeordneten Rechts geregelt.

Wir können somit diesen Vorstoss nur ablehnen. Er zeigt auch, dass der Vollzug manchmal schwierig ist, wenn man etwas weghaben will. Das ist ein kleiner Wink zu einem Geschäft von letzter Woche, nämlich zur Umsetzung der überwiesenen EVP-Motion. Man hätte meinen können, sie wäre ein kleiner Schritt in die angestrebte Richtung, aber das übergeordnete Bundesrecht wird uns vermutlich noch das eine oder andere Mal bei solchen Vorstössen einen Strich durch die Rechnung machen. Die BDP lehnt diesen Vorstoss ab.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Die Session geht dem Ende entgegen, das sieht man auch an den Vorstössen und deren Begründungen. Es ist gut, dass diese Session aufhört. Ich möchte dem Motionär einfach sagen, dass ich es auch hier diametral anders sehe. Das mag alles sein, dass man das mit einem Formular und mit Notar machen kann; dass man ankreuzen kann, wer dann die gesetzliche Erbfolge hat usw. Doch das lässt einfach etwas ausser Acht: Wenn das Meccano zum Tragen kommt, sind die Leute in einer ausserordentlich schwierigen, persönlichen Situation. Das lösen Sie nicht über Formulare. Das lösen Sie über das persönliche Gespräch. Möglicherweise liegt

übrigens auch ein Problem bei der Begrifflichkeit. Gesiegelt im wahrsten Sinn des Wortes wird eigentlich nur noch selten. In Thun sind es etwa drei bis vier Fälle pro Jahr. Meine Interessenbindung ist die, dass die Hauptaufgaben meiner Leute im ganzen Siegelungswesen in der Beratung und im Beistand von Leuten liegt, die von einem Todesfall betroffen sind. Und dort greift mir die Begründung einfach viel zu kurz, dass man das mit ankreuzen und einschicken machen könne. Was wir bieten, wird geschätzt, wie mir von Angehörigen auch zurückgemeldet wird, wenn die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter meiner Direktion sie in diesen Fragen unterstützen. Darum ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion grossmehrheitlich der Meinung, dass man hier dem Antrag des Regierungsrats folgen und diese Motion deutlich ablehnen sollte.

Martin Boss, Saxeten (Les Verts). Wer wünscht sich nicht, dass das amtliche Verfahren vereinfacht, beziehungsweise verschlankt wird. Folgende Punkte betreffend Siegelungsprotokoll sprechen aber für dessen Beibehaltung: Das Siegelungsprotokoll dient dem Statthalteramt dazu, rasch und unbürokratisch die Frage der Inventaranordnung zu klären. Es handelt sich also nicht um eine Doppelspurigkeit, denn die letzte Steuerveranlagung, richtige Deklaration vorausgesetzt, liegt je nach Todeszeitpunkt schon lange zurück und zwischenzeitlich konnte viel geschehen. Immer wieder kommt es vor, dass vor Ort grössere Barbeträge erfasst werden, die sonst dem Fiskus und den Erben entzogen würden. Fällt das Siegelungsprotokoll weg, bleibt zudem unklar, an wen die Todesmeldungen des Zivilstandsamtes gehen und wer die notwendigen Sicherungsmassnahmen trifft. Offen ist, wer an Stelle der Gemeinde für die Erbensuche zuständig ist. Ausserdem müsste man sich fragen, auf welcher Grundlage das Inventar vorgenommen werden muss und wer den Notar oder die Notarin bestimmt. Das mit geringem Aufwand erstellte Siegelungsprotokoll bewirkt eine grosse Sicherheit für die Erben und Erbinnen und einen nicht zu unterschätzenden Nutzen für die Steuerverwaltung. Wie in der Antwort des Regierungsrats ebenfalls zu lesen ist, muss übergeordnetes Recht, nämlich die Steuergesetzgebung des Bundes, angewendet und erfüllt werden. Die grüne Fraktion vertritt die Auffassung, dass die Abschaffung der Siegelung aufgrund der obenerwähnten Punkte nicht zielführend ist und lehnt diese Motion ab.

Michael Köpfl Bern (pvl). Wir gehen soweit mit dem Motionär einig, dass heute tatsächlich die Bürokratie und teilweise auch die Kosten für Familie und Erben bei einem Todesfall sehr gross sind. Wir meinen aber, das Hauptproblem liege nicht beim Siegelungsprotokoll, also bei der Siegelung, die ja grösstenteils aufgrund übergeordneten Rechts vorgeschrieben ist. Was aber nicht vorgegeben ist und was sehr teuer zu stehen kommen kann – wie jeder weiss, der schon einmal einen solchen Fall hatte –, ist das Pflichtinventar, das man ab 100 000 Franken durch einen Notar ausführen lassen muss. Das stellen wir in Frage, und das müsste man allenfalls abschaffen, vor allem dann, wenn sich alle Erben einig sind. Deshalb könnten wir ein Postulat unterstützen, aufgrunddessen man dann etwas breiter schaut, wie das Ganze zu optimieren ist. Man muss ja ohnehin das Notariatswesen überarbeiten, indem man den alten Zopf der Mindesttarife abschafft. Mit einem Postulat erhält zudem Herr Regierungsrat Neuhaus die Möglichkeit, auch gleich den zweiten alten Zopf, nämlich dieses Pflichtinventar, abzuschaffen. Dann würden wir wohl vieles von dem erreichen, was der Motionär bezweckt. Deshalb können wir es als Postulat unterstützen. Als Motion hingegen nicht, weil wir das Gefühl haben, die Siegelung sei nicht der Grund, der wirklich Bürokratie auslöst. Das kann auch wegen übergeordnetem Recht gar nicht geändert werden.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Der Motionär fordert die Aufhebung des Siegelungsverfahrens im Todesfall. Im Grundsatz hat der Motionär Recht. Es gilt, sinnlose Doppelspurigkeiten und unnötige Bürokratie abzubauen, oder – mit den Worten des Motionärs gesagt – alte Zöpfe abzuschneiden. Deshalb hat die EVP auch einer Liberalisierung des Notariatswesens zugestimmt, und die EVP-Exponenten haben einen Vorstoss zur Aufhebung des Kaminfegermonopols eingereicht.

Im Fall des Siegelungsprotokolls sind wir aber klar anderer Meinung. Die Aufnahme eines Siegelungsprotokolls, und wenn nötig eine Siegelung der Vermögenswerte von Verstorbenen, ist aus unserer Sicht kein alter Zopf, sondern wir erachten das nach wie vor als sehr sinnvoll. Zum einen dient die Siegelung der zeitgerechten Sicherung des Erbgangs und der Inventaraufnahme. Das ist im Interesse der Erben, die nicht immer vor Ort sind und daher kaum genaue Kenntnisse über die Vermögenssituation eines Verstorbenen haben. Die letzte Steuerverfügung gibt nicht in jedem Fall die genauen Vermögenswerte wieder.

Das Siegelungsprotokoll verhindert unter Umständen, dass Vermögenswerte oder letzte

Verfügungen unbemerkt verschwinden. Die Garantie der Eigentumsfreiheit und der Schutz des Eigentums gehören zu den staatlichen Kernaufgaben. Sie sind eine wichtige Basis unseres liberalen Wirtschaftssystems. Mit der Aufhebung des Siegelungsverfahrens wird der Schutz des Eigentums ausgehöhlt. Es erstaunt uns daher, dass dieser Vorstoss zur Aufhebung ausgerechnet von einem FDP-Vertreter eingebracht wird. Zum anderen stellt das Siegelungsverfahren gerade für die Steuerbehörde auch eine wichtige Sicherung dar. Wie die glp-Fraktion sind wir auch der Meinung, es bestehe Handlungsbedarf. Doch das hier ist nicht Gegenstand der Diskussion, welche die Inventaraufnahmen behandelt. Hier haben wir einen Vorstoss zum Siegelungsprotokoll. Deshalb machen wir beliebt, die andere Sache mit einem separaten Vorstoss anzugehen. In diesem Sinn lehnt die EVP-Fraktion die vorliegende Motion einstimmig ab.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Über das Siegelungsverfahren wurde bereits viel gesagt. Die Motion des Grossratskollegen Hans Rudolf Vogt von der FDP fordert, das Siegelungsverfahren aufzuheben und die Inventarisierung zu verschlanken. Auf den ersten Blick klingt das überzeugend, wie heute Morgen die Motion von bewilligungsfreien, kleinen Veranstaltungen. Wenn man aber genauer hinschaut und genauer prüft, ist man plötzlich nicht mehr so sicher, ob das der richtige Weg ist. Wozu dient eigentlich das Siegelungsverfahren, das in verschiedenen gesetzlichen Bestimmungen, wie Artikel 552 ZGB, Artikel 58 im Einführungsgesetz des ZGB und in verschiedenen Artikeln im Bundesgesetz festgelegt ist? Die Siegelung bezweckt die Sicherung des Erbgangs. Ich glaube, das ist das Wichtigste. Kleine Gemeinden übertragen dieses Amt meist dem Gemeindepräsidenten, einem Mitglied des Gemeinderats oder der Gemeindeverwaltung. In grösseren Gemeinden, wie eben in Thun, machen das bestimmte gewählte Personen. In meiner Zeit als Gemeindepräsident machte ich das etwa mit dem Gemeindekassier. An den meisten Orten erfuhr ich, dass die Erben eigentlich dankbar sind, wenn jemand von der Gemeinde kommt und ihnen den ganzen gesetzlichen Erbgang vor Augen führt. Das habe ich als wichtigsten Teil empfunden. Ich sagte ihnen jeweils: Von nun an dürfen sie hier nichts verändern und kein Testament verschwinden lassen etc., bis das ganze Erbe freigegeben ist. Das ist ja genau der Grund des Siegelungsverfahrens. Ich glaube, hier behaupten zu dürfen, dass das Erben schon manche Familie entzweit hat. Erben ist schön, wenn man erben kann. Aber erben muss man auch können. In meiner Anfangszeit als Gemeindepräsident war es noch so, dass man jeweils die Erben vor den Gemeinderat eingeladen und ihnen das Erbe eröffnet hat. Sie mussten dort zuhören, um zu erfahren, ob sie etwas erhalten. Einige kamen aus Winterthur, aus dem Tessin oder von wo weiss woher. Und damals sah man manchmal konsternierte Gesichter. Manche haben sich gefreut und andere waren enttäuscht. Das Siegelungsprotokoll wird sofort nach dem Tod einer Person vollzogen. Es verhindert Vernebelungen und manchmal auch unbefugtes Beiseiteschaffen von Vermögenswerten. Das Siegelungsprotokoll liefert die Grundlage für den Entscheid, ob ein Inventar – mit oder ohne Notar – überhaupt gemacht werden muss. Die SVP lehnt diese Motion – und wenn gewandelt wird, auch das Postulat – grossmehrheitlich ab.

Le président. Ich hätte nun noch Zeit für 15 Einzelsprechende, dann ginge mein Fahrplan gerade auf. Ich wollte eigentlich erst um 16.00 zum letzten Traktandum kommen. Wir haben noch zwei Voten. Als Einzelsprecherin hat Frau Grossrätin Lüthi das Wort.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Wie Grossrat Vogt bereits gesagt hat, habe ich 2008 eine Motion zur Abschaffung des Siegelungswesens eingereicht. Damals habe ich als Gemeinderätin und Siegelungsbeamtin von Wynigen entsprechende Erfahrungen gemacht. Man kam endlich im September 2009 dazu, diesen Vorstoss zu beraten, und er wurde teilweise als Postulat überwiesen. Damals unterstützte auch meine Fraktion dieses Anliegen ein bisschen besser als heute. Mir ist immer noch schleierhaft, weshalb man innerhalb von sieben Tagen bei den Hinterbliebenen persönlich vorbeigehen und Daten einholen muss, die bereits in anderen Registern beim Kanton vorliegen; wie beispielsweise die Angaben über Vermögen und Schulden, die der Steuerverwaltung bereits bekannt sind, oder Angaben über mögliche Erben, die man über das Zivilstandsregister einholen kann. Auch wirkt es für mich kaum empathisch und anteilnehmend, wenn man bei diesem Gespräch den Trauernden auch sagen muss, es drohe eine Strafverfolgung für den Fall, dass sie nicht wahrheitsgetreu Auskunft geben. Später müssen die Erben genau die gleichen Daten noch einmal in eine Steuererklärung eintragen, und je nach Situation gibt es auch noch ein amtliches Inventar. Dieselben Daten erheben wir dann noch ein drittes Mal. Das alles ist wirklich eine ineffiziente Alibiübung. Wenn nämlich Vermögen verheimlicht oder beiseite geschafft werden soll,

dann geschieht das in der Regel früher; nämlich bereits bei der vorherigen Steuerdeklaration oder spätestens innerhalb der sieben Tage nach dem Todesfall. Zudem sind Testamente ja meist bereits auf der Gemeinde oder beim Notar hinterlegt. Und wenn das nicht der Fall ist, dann findet der Siegelungsbeamte kaum ein Testament, das die Erben nicht freiwillig vorlegen. Man durchstöbert ja in der Regel keine Schubladen oder Schränke. Andere Kantone kennen andere Lösungen, wie wir gehört haben, also muss es doch – «Gopferteli!» – auch im Kanton Bern möglich sein, auf das Siegelungsprotokoll zu verzichten. Darum stehe ich auch heute, nach sechs Jahren, hinter dieser Forderung und unterstütze die Motion Vogt mit Überzeugung.

Le président. Als Einzelsprecher hat Herr Grossrat Mentha das Wort. Kann ich nachher die Rednerliste schliessen? – Das ist der Fall.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich gehöre auch zu dieser Minderheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion, die das Anliegen des Motionärs unterstützt. Ich habe mir ein bisschen überlegt, ob das ein Instrument im Zusammenhang mit der Bekämpfung von Steuerhinterziehung sein kann. Und da bin ich klar der Meinung: In diesem Teich gibt es praktisch keine Fische mehr zu fangen. Der Siegeler kommt nach etwa drei oder vier Tagen, und davor kann sehr viel geschehen. Die Nachkommen bezahlen bei uns ja keine Erbschaftssteuer. Bankguthaben kommen auch ohne Siegelung ans Tageslicht. Das ist nicht anders möglich, denn sonst kann man nicht darüber verfügen. So geht es eigentlich noch um das Geld unter der Matratze, das vielleicht zufällig auftauchen kann, wenn der Siegeler vorbeigeht. Dann geht es um ein Nachsteuerverfahren für dieses Vermögen.

Aus meiner persönlichen Erfahrung mit Todesfällen in der Familie und auch aus meiner Erfahrung als Könizer Gemeindepräsident finde ich diesen Vorschlag von Kollege Vogt gut. Ich bin auch der Meinung, dass man dieses Verfahren mindestens im Umfang der Zürcher Lösung vereinfachen kann.

Le président. Damit gebe ich Herr Regierungsrat Neuhaus das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Wenn man alte Zöpfe abschneiden will, sollte man aufpassen, die Frisur nicht zu zerzausen. Hier ist das ein solcher Fall. Der Motionär sagt, dass man es im Kanton Zürich auf dem Korrespondenzweg machen könne. Ich weiss aus meiner eigenen Familie, dass man das im Bucheggberg, Kanton Solothurn, auf dem Korrespondenzweg erledigen kann. Bei einem Todesfall in der Familie fehlten nachher Schmuck und Waffensammlung. Bei den Waffen kann man ja noch froh sein, weil diese vielleicht hätten entsorgt werden müssen. Aber das Fehlen des Schmucks machte nicht gerade Freude. Wenn man von einem Inventar spricht, muss man auch ehrlich sein, denn es geht immerhin um einige Millionen Franken Erbschaftssteuer für die Staatskasse. Das Sicherstellen des Erbgangs heisst eben nicht nur, Vermögenswerte zusammenzutragen, sondern vielleicht auch ein entsprechendes Testament zu behändigen. Dies, damit es nicht dummerweise verschwindet, wenn es so abgefasst ist, dass es von den zuerst Anwesenden lieber entfernt wird. Wir haben auch noch die Steuergesetzgebung des Bundes. Sie haben diese in der Regierungsantwort umfassend erklärt. Lehnen Sie bitte diese Motion ab.

Le président. Herr Grossrat Vogt hat als Motionär noch einmal das Wort.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich danke für die Voten zu diesem Geschäft. Speziell danke ich den beiden letzten Sprechenden, die das ganze Verfahren in meinem Sinn ändern wollen. Ich bin bereit, in ein Postulat zu wandeln und hoffe, damit genügend Stimmen zu erhalten.

Le président. Wir stimmen damit über ein Postulat ab. Wer das Postulat Vogt annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 64

Non 62

Abstentions 4

Le président. (*Agitation dans la salle.*) Sie haben das Postulat angenommen – danke, dass Sie mich verschont haben. (*Hilarité*)